

Diffusé le 14/11/91
BDC 224

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Bureau des Groupements et
Associations

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

17 OCT. 1991

NOR INT A 91 010 224 C

FONDATIONS d'ENTREPRISE

Conditions de création, de fonctionnement et de dissolution

Registre N° 224 C -

expédiée le 14/11/91

DIFFUSION

☒ Commissaires de la
République

☒ Régions

☒ Zones de défense

☒ PARIS

☒ Préfecture de Police

☐ S.G.A.P.

☐ Sous-Préfectures

S O M M A I R E

	Pages
<u>INTRODUCTION</u>	4
<u>I - CREATION de la fondation d'entreprise</u>	5
I - 1 - La définition de la fondation d'entreprise	5
I - 2 - Les fondateurs	5
I - 3 - La dotation initiale et le programme d'action pluriannuel	5
I - 4 - La constitution du dossier	7
I - 5 - La délivrance du récépissé	8
I - 6 - L'instruction de la demande	8
I - 7 - La publication au Journal officiel	9
I - 8 - La communication des statuts aux tiers	9
<u>II - FONCTIONNEMENT de la fondation d'entreprise</u>	10
II - 1 - La déclaration des changements intervenus dans l'administration ou la direction	10
II - 2 - La modification des statuts	10
II - 3 - La communication et le contrôle des comptes	11
II - 4 - La prorogation de la fondation d'entreprise	12
<u>III - DISSOLUTION de la fondation d'entreprise</u>	12
III - 1 - Dissolution par retrait de l'autorisation administrative	13
III - 2 - Dissolution par l'arrivée du terme	13
III - 3 - Dissolution à l'amiable	14
<u>CONCLUSIONS</u>	14

A N N E X E S

	Pages
1 - Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat	16
2 - Décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant des dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations	25
3 - Les mentions devant figurer dans les statuts	29
4 - Modèle de récépissé de demande de création d'une fondation d'entreprise	32
5 - Modèle d'arrêté portant rejet de la demande de création d'une fondation d'entreprise	34
6 - Modèle d'arrêté de refus d'autorisation administrative de création d'une fondation d'entreprise	36
7 - Modèle d'arrêté portant autorisation administrative de création d'une fondation d'entreprise	38
8 - Modèle de récépissé de déclaration de changement survenus dans l'administration et (ou) la direction d'une fondation d'entreprise	40
9 - Modèle de récépissé de demande de modification des statuts d'une fondation d'entreprise	41
10 - Modèle d'arrêté portant autorisation de modification des statuts	43
11 - Modèle de récépissé de demande de prorogation d'une fondation d'entreprise	45
12 - Modèle d'arrêté portant décision de retrait de l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise	48

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DES AFFAIRES POLITIQUES

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, LE

19

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

à

MESDAMES et MESSIEURS les PREFETS

OBJET : Conditions de création, de fonctionnement et de dissolution des fondations d'entreprise.

REFER : Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat (annexe 1).
Décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n°90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations (annexe 2).

La loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, a créé une nouvelle catégorie de fondations dites "fondations d'entreprise".

Son article 19-13 a prévu qu'un décret en Conseil d'Etat fixerait les modalités d'application des articles 19 à 19-12 relatifs à ces établissements.

Tel est l'objet du décret joint à la présente circulaire et dont le titre I vous concerne directement.

En effet, l'autorité administrative, compétente pour délivrer l'autorisation prévue à l'article 19-1 de la loi de 1987 modifiée est le préfet du département du siège de la fondation d'entreprise et, à PARIS, le préfet de Paris.

Pour aider vos services dans l'accomplissement de cette nouvelle tâche déconcentrée, il m'a paru nécessaire de vous commenter, ci-après, les conditions dans lesquelles se créent, fonctionnent et se dissolvent les fondations d'entreprise.

I - CREATION de la fondation d'entreprise

I 1 - La définition de la fondation d'entreprise (articles 19 et 19-2 de la loi de 1987).

La fondation d'entreprise est :

- une personne morale,
- à but non lucratif,
- créée en vue de la réalisation d'une oeuvre d'intérêt général,
- ayant une dotation initiale,
- et un programme d'action pluriannuel sur une période minimale de cinq ans.

La fondation d'entreprise est donc inspirée des principes généraux du droit des fondations reconnues d'utilité publique.

Elle en diffère toutefois en ce qui concerne la durée, le montant de la dotation initiale et l'existence d'un programme d'action pluriannuel.

I 2 - Les fondateurs (article 19 de la loi de 1987)

Seules les personnes morales suivantes peuvent créer une fondation d'entreprise :

- les sociétés civiles ou commerciales,
- les établissements publics à caractère industriel et commercial,
- les coopératives ou les mutuelles.

I 3 - La dotation initiale et le programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise.

1 - Le montant de la dotation initiale

L'article 19-6 de la loi modifiée de 1987 prévoit que la dotation initiale minimale de la fondation d'entreprise est comprise entre :

- le cinquième du montant minimal du programme d'action pluriannuel visé à l'article 19-7,
- et le cinquième du montant du programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise.

Le législateur a prévu que le montant de cette dotation serait déterminé dans des conditions fixées par voie réglementaire.

L'article 7 du décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 répond à cette attente en fixant les seuils des dotations initiales minimales et des programmes d'action pluriannuels.

Ainsi, lorsque vous serez saisi d'une demande de création d'une fondation d'entreprise, vous devrez vous assurer que la dotation initiale minimale est de 200 000 francs pour un programme d'action pluriannuel de 1 000 000 de francs.

Si le programme est de 1 500 000 francs, la dotation initiale pourra être comprise entre 200 000 francs et 300 000 francs.

Si ce programme est de 2 000 000 de francs, la dotation initiale pourra être fixée entre 200 000 francs et 400 000 francs...

2 - Le placement de la dotation initiale (article 19-3 de la loi de 1987)

La dotation initiale peut comprendre, en tout ou partie, les immeubles nécessaires au but que se propose de poursuivre la fondation d'entreprise et eux seuls. En conséquence, des immeubles dits de rapport ne pourront être détenus par la fondation d'entreprise.

Si la dotation initiale est composée d'un portefeuille de valeurs mobilières, celles-ci devront être placées en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garanties d'avances.

Lorsque la fondation d'entreprise détient des actions des sociétés fondatrices ou des sociétés contrôlées par elles, elle ne peut exercer les droits de vote attachés à ces actions.

I 4 - La constitution du dossier (article 2 et 3 du décret de 1991)

Le dossier qui sera déposé en préfecture devra comporter les pièces suivantes :

1 - Une demande présentée sur papier libre par le ou les fondateurs et comportant les mentions suivantes :

- . la dénomination de la fondation d'entreprise,
- . son siège,
- . sa durée,
- . les noms, prénoms, professions, domiciles et nationalités des représentants du ou des fondateurs appelés à siéger au conseil d'administration de la fondation d'entreprise.
- . les raisons sociales, les dénominations, les sièges et les activités du ou des fondateurs ;

2 - Le projet de statuts de la fondation d'entreprise (1) ;

3 - l'acte par lequel le ou les fondateurs s'engagent à apporter les éléments constitutifs de la dotation initiale ;

4 - le contrat de caution bancaire garantissant les sommes que le ou les fondateurs s'engagent à verser en titre du programme d'action pluriannuel.

L'une des spécificités importantes des fondations d'entreprise concerne la composition de leur conseil d'administration.

L'article 19-4 de la loi du 23 juillet 1987 modifiée dispose, en effet, que le conseil comprend :

- pour les 2/3 au plus des fondateurs ou de leurs représentants et des représentants du personnel,

- pour 1/3 au moins des personnalités qualifiées dans les domaines d'intervention de la fondation d'entreprise et qui sont choisies par les fondateurs ou leurs représentants, et eux seuls, et nommées lors de la première réunion constitutive dudit conseil.

Il vous appartiendra, au moment de l'instruction de la demande, de vous assurer que :

- des proportions sont respectées,
- des représentants du personnel ont bien été prévus au sein du conseil.

(1) les statuts devront obligatoirement comporter les mentions dont la liste est jointe en annexe 3.

I 5 - La délivrance du récépissé (article 4 du décret de 1991)

Dans les cinq jours qui suivent le dépôt de la demande auprès de vos services, ceux-ci doivent délivrer un récépissé qui mentionne notamment la date de ce dépôt.

Ce récépissé, revêtira la forme du modèle joint en annexe 4.

I 6 - L'instruction de la demande (article 19-1 de la loi de 1987 et article 6 du décret de 1991)

L'instruction de la demande de création d'une fondation d'entreprise revêtira l'une des quatre formes suivantes :

1 - L'instruction fait apparaître que le dossier n'est pas complet. La demande doit alors être rejetée par arrêté motivé pris conformément au modèle joint en annexe 5.

2 - le dossier est complet, mais vous constatez :

- que l'appellation de "fondation d'entreprise" n'apparaît pas clairement dans les différentes pièces constitutives du dossier ;

- ou qu'il y a risque de confusion entre l'objet social de la fondation d'entreprise et les activités de l'un ou plusieurs fondateurs ;

- ou qu'il y a inadéquation entre les activités de la fondation d'entreprise et le montant des ressources qui leur sont affectées ;

- ou qu'il n'y a pas de cohérence entre le montant du programme d'action pluriannuel et le montant de la dotation initiale (cf. supra I - 3) ;

- ou que n'existent pas dans les statuts de dispositions relatives à la nomination des représentants du personnel ;

- ou qu'il y a méconnaissance des dispositions des articles 19, 19-2 à 19-4 et 19-6 à 19-8 de la loi du 23 juillet 1987 modifiée ou de celles des articles 7 et 8 du décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991.

Que l'un ou plusieurs de ces cas soi(en)t observé(s), vous devez refuser l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise (cf. annexe 6).

3 - La demande est complète tant au fond qu'en la forme : vous prenez, toujours par arrêté, la décision d'accorder l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise (cf. modèle en annexe 7) et vous m'en adressez immédiatement copie.

4 - La demande est ou non conforme, mais votre décision n'intervient pas dans le délai de 4 mois à compter du dépôt du dossier. En ce cas, l'autorisation est réputée acquise.

Je souhaite attirer votre attention sur ce point car il serait tout à fait regrettable qu'une fondation d'entreprise ne remplissant pas les conditions législatives et réglementaires requises puisse être créée par suite d'un mauvais suivi du dossier la concernant.

Vous donnerez donc aux fonctionnaires qui auront en charge l'instruction de telles affaires toutes directives appropriées.

I 7 - La publication au Journal officiel (article 19-1 de la loi de 1987 et article 6 du décret de 1991)

A cet effet, deux cas sont à envisager.

1 - Une décision expresse a été prise et m'a été transmise.

Mes services assurent, dans le délai d'un mois et aux frais de la fondation d'entreprise, la publication au Journal officiel de la décision dans les conditions définies à l'article 6 du décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991.

2 - Votre décision n'est pas intervenue dans le délai de 4 mois.

Les fondateurs m'adressent le récépissé que vous leur avez délivré et mes services se chargent, dans les mêmes conditions que dans le premier cas, de la publication requise.

Seule la publication au Journal officiel de l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise confère à celle-ci la capacité juridique.

I 8 - La communication des statuts aux tiers (article 19-1 de la loi de 1987 et article 13 du décret de 1991)

Une fois l'autorisation administrative publiée au Journal officiel, la fondation d'entreprise jouit de la capacité juridique.

A partir de cette date, toute personne a le droit de prendre communication des statuts de la fondation d'entreprise.

Cette communication se fait

- soit, sur place, auprès du service compétent de la préfecture,
- soit, par délivrance, aux frais du demandeur, d'une copie ou d'un extrait des statuts.

II - FONCTIONNEMENT de la fondation d'entreprise

Créée pour une durée déterminée qui ne peut être inférieure à cinq ans, la fondation d'entreprise va être appelée à faire différents actes dont vous aurez à connaître.

II 1 - La déclaration des changements intervenus dans l'administration ou la direction de la fondation d'entreprise (article 19-1 de la loi de 1987 et article 9 du décret de 1991)

Les responsables d'une fondation d'entreprise sont tenus de faire connaître au préfet du siège, et dans les trois mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction.

Cette disposition, calquée sur la législation relative au contrat d'association, ne peut, en l'occurrence, concerner que des changements dans la représentation du personnel ou des personnalités qualifiées.

Elle devra donner lieu, de votre part, à délivrance d'un récépissé conforme au modèle joint en annexe 8.

II 2 - La modification des statuts (article 19-1 de la loi de 1987 et article 10 et 12 du décret de 1991)

L'autorisation de modification des statuts est demandée au préfet par le président du conseil d'administration de la fondation d'entreprise.

La demande fait état de chacune des modifications statutaires sollicitées.

Elle est accompagnée des documents suivants :

- 1 - un exemplaire des statuts en vigueur,
- 2 - un exemplaire des statuts proposés,
- 3 - les extraits des délibérations du conseil d'administration portant modification des statuts,
- 4 - les attestations bancaires certifiant le versement par les fondateurs des sommes qu'ils se sont engagés à payer avant la date de la demande,
- 5 - la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des membres du conseil d'administration en fonction à la date de la demande,
- 6 - la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs dont le mandat à pris fin,
- 7 - la justification de la modification éventuelle de la dotation initiale et du programme d'action pluriannuel.

Dans les cinq jours qui suivent le dépôt de la demande, vous devrez délivrer un récépissé du modèle joint en annexe 9.

Quant à l'instruction du dossier, elle est faite selon la même procédure que celle précisée au I 6.

L'arrêté d'autorisation de la modification statutaire sera pris conformément au modèle joint en annexe 10.

La publication au Journal officiel interviendra selon les dispositions des articles 6 et 12 du décret de 1991.

II 3 - La communication et le contrôle des comptes (articles 19-9 et 19-10 de la loi de 1987 et article 8 du décret de 1991)

Les fondations d'entreprise sont tenues d'établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Si les ressources des établissements dépassent 4 000 000 de francs, ils doivent en plus produire les documents suivants :

- . une situation de l'actif réalisable et disponible, et du passif exigible,
- . un compte de résultat prévisionnel,
- . un tableau de financement,
- . un plan de financement.

Lorsque le commissaire aux comptes constate des faits de nature à compromettre la continuité de l'activité de la fondation d'entreprise, il les signale à l'attention du président et des membres du conseil d'administration.

Si le conseil ne prend pas en considération les observations qui lui sont faites, le commissaire aux comptes établit un rapport spécial qu'il vous adresse et qui vous permettra de retirer l'autorisation administrative tacite ou expresse.

Vous devrez, de votre côté, vous assurer de la régularité du fonctionnement de la fondation d'entreprise.

A cet effet, vous pourrez vous faire communiquer tous documents et procéder à toutes investigations utiles.

En tout état de cause, vous pourrez exercer ce contrôle lors de la communication annuelle du rapport d'activité que doit vous produire la fondation d'entreprise et auquel sont joints le rapport du commissaire aux comptes et les comptes annuels.

II 4 - La prorogation de la fondation d'entreprise (article 19-2 de la loi de 1987 et articles 11 et 12 du décret de 1991)

La fondation d'entreprise est créée pour une durée déterminée qui ne peut être inférieure à 5 ans.

A l'issue de la période initiale de fonctionnement, les fondateurs ou certains d'entre eux peuvent décider sa prorogation pour une durée au moins égale à cinq ans.

En ce cas, la demande qui vous sera présentée sera accompagnée des mêmes pièces que celles exigées pour une modification des statuts (cf. supra II 2), plus les documents suivants :

- 1 - les engagements des fondateurs à verser les sommes finançant le programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise,
- 2 - le contrat de caution bancaire,
- 3 - la liste des fondateurs qui décident ou qui renouvellent leur engagement, avec indication de leurs raisons sociales ou dénominations et de leurs sièges,
- 4 - la liste des fondateurs qui décident de se retirer de la fondation d'entreprise, avec indication de leurs raisons sociales ou dénominations et leurs sièges.

Dans les cinq jours qui suivent le dépôt de la demande, vous délivrerez un récépissé du modèle joint en annexe 11.

L'instruction du dossier sera faite en suivant la même procédure que celle indiquée au I 6.

L'arrêté portant prorogation de la fondation d'entreprise sera pris suivant le modèle joint en annexe 12.

La publication au Journal officiel sera effectuée dans les mêmes conditions que pour l'autorisation de création de la fondation d'entreprise.

Les mentions qui y seront insérées sont définies à l'article 6 du décret de 1991.

III - DISSOLUTION de la fondation d'entreprise (articles 19-2 et 19-11 de la loi de 1987 et articles 14, 15, 16 et 17 du décret de 1991)

La dissolution de la fondation d'entreprise revêt trois formes différentes.

III 1 - Dissolution par retrait de l'autorisation administrative

Au cours du fonctionnement de la fondation d'entreprise, vous constatez que celle-ci ne se conforme pas aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou qu'elle a des activités dont la continuité est et reste compromise.

Vous demandez au ministère public que le tribunal de grande instance du siège de la fondation désigne un liquidateur.

Vous prenez ensuite l'initiative de retirer l'autorisation administrative expresse ou tacite par arrêté pris conformément au modèle joint en annexe 12.

Vous notifiez votre décision au président de la fondation d'entreprise et vous m'en adressez copie pour que mes services se chargent de sa publication au Journal officiel.

La publication au Journal officiel de votre décision interviendra dans les conditions définies à l'article 19-11 de la loi de 1987 et aux articles 14 et 17 du décret de 1991.

III 2 - Dissolution par arrivée du terme

Les fondateurs ne souhaitent pas solliciter la prorogation de la fondation d'entreprise.

En ce cas, le président de la fondation d'entreprise prend l'initiative, en accord avec le conseil d'administration ou, à défaut, avec le liquidateur désigné par le tribunal de grande instance du siège de l'établissement, d'en publier au Journal officiel la dissolution.

Les mentions qui devront être publiées au Journal officiel sont celles énumérées à l'article 6 du décret de 1991. S'y ajoutent les références à :

- la date de l'acte ayant entraîné la dissolution,
- le nom et l'adresse du liquidateur,
- le montant et la composition de l'actif net,
- la dénomination et le siège du ou des établissement(s) attributaire(s) des ressources non employées et de la dotation de la fondation.

La publication de la dévolution est effectuée aux frais de la fondation d'entreprise.

III 3 - Dissolution à l'amiable

Les fondateurs décident de se retirer de la fondation d'entreprise avant l'arrivée de son terme.

La dissolution interviendra dans les mêmes conditions que la dissolution par arrivée du terme.

Vous constaterez que dans ces deux derniers cas, vous n'avez aucune initiative à prendre.

*

*

*

La loi n° 87-571 du 23 juillet 1987, telle que modifiée par la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, vous confère des pouvoirs entièrement nouveaux qu'il vous appartiendra d'exercer pleinement. En effet, l'intervention de mes services, ainsi qu'il a été exposé plus haut, n'implique de leur part aucun pouvoir d'appréciation.

Toutefois, il va de soi que, en tant que de besoin, le bureau des groupements et associations du ministère pourra vous conseiller dans les démarches qui seront dorénavant les vôtres.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur la nécessaire régularisation du titre des associations déclarées avec une dénomination de "fondation" ou de "fondation d'entreprise" et qui ont jusqu'au 31 décembre 1991 pour se mettre en conformité avec l'article 20 de la loi du 23 juillet 1987 modifiée.

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur Général de l'Administration


Joël THORAVAL

ANNEXES

Article 1^{er}

I. - La limite de 600 F mentionnée au premier alinéa de l'article 5 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) est portée à 1 200 F à compter de l'imposition des revenus de 1988.

II. - A compter de l'imposition des revenus de 1989, le taux de 25 p. 100 mentionné au premier alinéa de l'article 5 de la loi de finances pour 1987 précitée est porté au taux de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu lorsque les versements justifiés par le contribuable au titre de l'année de l'imposition et de l'année précédente sont au moins égaux à 1 200 F par an.

Article 2

I. - Le 1 de l'article 238 bis du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 1. Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés sont autorisées à déduire du montant de leur bénéfice imposable, dans la limite de 2 pour mille de leur chiffre d'affaires, les versements qu'elles ont effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises.

« La limite est fixée à 3 pour mille pour les versements à des organismes mentionnés au 4 ou à des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique, publics, ou privés à but non lucratif agréés par le ministre chargé du budget ainsi que par le ministre chargé de l'enseignement supérieur ou par le ministre chargé de la culture.

« Lorsque les limites fixées ci-dessus sont dépassées au cours d'un exercice, l'excédent peut être déduit des bénéfices imposables des cinq exercices suivants, après déduction des versements effectués au titre de chacun de ces exercices, sans qu'il puisse en résulter un dépassement des plafonds de déductibilité définis aux premier et deuxième alinéas ci-dessus. »

II. - Le premier alinéa du 4 de l'article 238 bis du code général des impôts est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les contribuables autres que les entreprises, la limite de déduction mentionnée au 1 est de 1,25 p. 100 du revenu imposable.

« Cette limite est portée à 5 p. 100 pour les dons faits à des fondations ou associations reconnues d'utilité publique et répondant aux conditions fixées au 1, ainsi qu'aux associations culturelles ou de bienfaisance qui sont autorisées à recevoir des dons et legs et aux établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle. »

III. - Pour compenser la perte de ressources résultant des dispositions du paragraphe II, dans l'article 919 A du code général des impôts, le taux de 3 p. 100 est remplacé par le taux de 3,5 p. 100.

IV. - Le 7 de l'article 238 bis du code général des impôts et l'article 4 de la loi de finances pour 1987 précitée sont abrogés.

Article 3

L'article 168 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales est complété par un 5° ainsi rédigé :

« 5° Du montant global, certifié par les commissaires aux comptes, des sommes ouvrant droit aux déductions fiscales visées à l'article 238 bis AA du code général des impôts ainsi que de la liste des actions de parrainage et de mécénat. »

Article 4

Les contribuables autres que les entreprises sont autorisés à déduire de leur revenu imposable les versements qu'ils ont effectués au profit du comité d'organisation des seizièmes jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie dans la limite fixée au deuxième alinéa du 4 de l'article 238 *bis* du code général des impôts.

Article 5

I. - L'article 238 *bis* du code général des impôts est complété par un 8 ainsi rédigé :

« 8. Les organismes mentionnés au 4 peuvent, lorsque leurs statuts ont été approuvés à ce titre par décret en Conseil d'Etat, recevoir des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes mentionnés au 1. »

II. - Les établissements d'utilité publique autorisés à recevoir des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes mentionnés au 1 de l'article 238 *bis* du code général des impôts, ainsi que les œuvres et organismes qui reçoivent des versements par l'intermédiaire de ces établissements, doivent établir des comptes annuels selon les principes définis au code de commerce.

Les peines prévues par l'article 439 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée sont applicables aux dirigeants des personnes morales visées à l'alinéa précédent qui n'auront pas établi les comptes annuels précités.

Les établissements d'utilité publique visés au premier alinéa du présent paragraphe sont tenus de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant, choisis sur la liste mentionnée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par ladite loi sous réserve des règles qui sont propres à ces établissements. Les dispositions de l'article 457 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée sont applicables aux commissaires aux comptes ainsi nommés ; les dispositions des articles 455 et 458 de la même loi sont applicables aux dirigeants de ces établissements.

L'autorisation accordée aux établissements d'utilité publique de recevoir des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes est rapportée par décret en Conseil d'Etat en cas de non-observation de l'obligation d'établir des comptes annuels ou de nommer au moins un commissaire aux comptes.

Article 6

Il est inséré, après l'article 238 *bis* du code général des impôts, un article 238 *bis-0A* ainsi rédigé :

« Art. 238 *bis-0A*. - Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés sont autorisées à déduire du montant de leur bénéfice imposable la valeur d'acquisition des œuvres d'art, des livres, des objets de collection ou des documents de haute valeur artistique ou historique, dont l'offre de donation à l'Etat a été acceptée. Cette déduction s'effectue dans les conditions suivantes :

« 1. L'entreprise s'engage à remettre le bien à l'Etat dans un délai maximum de dix ans à compter de l'acceptation définitive de cette offre par l'Etat. Cette acceptation est prononcée selon la procédure prévue à l'article 1716 *bis*, après avis du conseil artistique de la réunion des musées nationaux. Cet avis doit être communiqué dans un délai d'un mois.

« Lorsqu'elle a été acceptée, l'offre de don devient irrévocable.

« 2. L'offre de don doit être faite dans le délai d'un mois à compter de l'acquisition du bien. Il devient insaisissable et incessible à compter de l'acceptation de l'offre.

« 3. Les sommes admises en déduction sont égales au coût d'acquisition ou, si elle est inférieure, à la valeur fixée selon la procédure mentionnée au 1 et acceptée par l'entreprise. Lorsqu'elle pratique cette déduction, l'entreprise n'est pas autorisée à déduire une provision pour dépréciation de l'œuvre.

« En cas d'acquisition par l'entreprise lors d'une vente aux enchères publiques, l'offre ne peut être acceptée que pour une valeur égale au prix déterminé lors de la vente.

« 4. La déduction s'effectue au cours de la période prévue au 1, par fractions égales, dans la limite mentionnée au deuxième alinéa du 1 de l'article 238 *bis*.

« 5. L'entreprise inscrit à un compte de provision spéciale les sommes correspondant aux déductions opérées en application du 4.

« Lorsque le bien est transféré à l'Etat dans les conditions prévues au 1, le compte de provision spéciale est soldé par le crédit du compte d'immobilisation correspondant.

« 6. Pendant cette période, le bien doit être exposé au public. Il peut être placé en dépôt auprès d'une région, d'un département, d'une commune, de leurs établissements publics ou d'un établissement public à caractère scientifique, culturel ou professionnel défini à l'article 24 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur. Une convention, passée entre le donateur, l'Etat et la collectivité ou l'établissement intéressé, détermine les conditions de dépôt.

« 7. Lorsque le tribunal prononce la liquidation judiciaire ou autorise la cession de l'entreprise en application des dispositions de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises avant le terme prévu du délai fixé au 1, la propriété du bien est transférée à l'Etat.

« 8. Lorsque la propriété du bien ne peut être transférée à l'Etat dans les conditions prévues au 1, et en dehors de l'hypothèse visée au 7, les sommes inscrites au compte de provision spéciale sont rapportées au résultat de l'exercice au cours duquel il apparaît que le bien ne peut plus être transféré.

« Dans ce cas, il est fait application de l'intérêt de retard prévu à l'article 1734, à compter de la date à laquelle les sommes ont été déduites. »

Article 7

Les entreprises qui achètent, à compter du 1^{er} juillet 1987, des œuvres originales d'artistes vivants et les inscrivent à un compte d'actif immobilisé peuvent déduire du résultat imposable de l'exercice d'acquisition et des dix-neuf années suivantes, par fractions égales, une somme égale au prix d'acquisition.

La déduction ainsi effectuée au titre de chaque exercice ne peut excéder la limite de 3 p. 1 000 du chiffre d'affaires, minorée du total des déductions mentionnées à l'article 238 bis AA du code général des impôts.

Pour bénéficier de la déduction prévue au premier alinéa, l'entreprise doit exposer au public le bien qu'elle a acquis.

L'entreprise doit inscrire à un compte de réserve spéciale au passif du bilan une somme égale à la déduction opérée en application du premier alinéa. Cette somme est réintégrée au résultat imposable en cas de changement d'affectation ou de cession de l'œuvre ou de prélèvement sur le compte de réserve.

L'entreprise peut constituer une provision pour dépréciation lorsque la dépréciation de l'œuvre excède le montant des déductions déjà opérées au titre des alinéas qui précèdent.

Article 8

Il est inséré, après l'article 238 bis A du code général des impôts, un article 238 bis AA ainsi rédigé :

« Art. 238 bis AA. - Le total des déductions pratiquées au titre des deux premiers alinéas du 1 de l'article 238 bis, du 6 du même article, de l'article 238 bis-0A et de l'article 238 bis A ne peut excéder 3 p. 1 000 du chiffre d'affaires. »

Article 9

Après le premier alinéa du 5^o du 1 de l'article 39 du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La dépréciation des œuvres d'art inscrites à l'actif d'une entreprise peut donner lieu à la constitution d'une provision. Cette dépréciation doit être constatée par un expert agréé par le ministre chargé de la culture lorsque le coût d'acquisition de l'œuvre est supérieur à 50 000 F. »

Article 10

Le 1 de l'article 39 du code général des impôts est complété par un 7^o ainsi rédigé :

« 7^o Les dépenses engagées dans le cadre de manifestations de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises, lorsqu'elles sont exposées dans l'intérêt direct de l'exploitation ; ».

Article 11

Les musées nationaux, ainsi que les musées classés définis par application de l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts, peuvent recevoir en dépôt aux fins d'exposition au public des œuvres d'art ou des objets de collection appartenant à des personnes privées.

Les modalités du dépôt et sa durée, qui ne peut être inférieure à cinq ans, sont définies par contrat entre le musée et la personne privée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article 12

Le 4 de l'article 39 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables aux charges exposées pour les besoins de l'exploitation et résultant de l'achat, de la location ou de l'entretien de demeures historiques classées, inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou agréées. »

Article 13

L'article 219 *bis* du code général des impôts est complété par un paragraphe III ainsi rédigé :

« III. - L'impôt dû conformément au paragraphe I par les fondations reconnues d'utilité publique est diminué d'un abattement de 100 000 F. »

Article 14

I. - Le 2° de l'article 795 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 2° Les dons et legs consentis aux établissements publics ou d'utilité publique, dont les ressources sont exclusivement affectées à des œuvres scientifiques, culturelles ou artistiques à caractère désintéressé ; ».

II. - Le 3° de l'article 795 du code général des impôts est abrogé.

Article 15

Dans l'article 1679 A du code général des impôts, l'année : « 1983 » est remplacée par l'année : « 1987 » et la somme de : « 4 500 F » par la somme de : « 6 000 F ».

Article 16

I. - Dans le premier alinéa de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, après les mots : « ester en justice, », sont insérés les mots : « recevoir des dons manuels ainsi que des dons des établissements d'utilité publique, ».

Dans le même alinéa, les mots : « des départements et des communes » sont remplacés par les mots : « des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics ».

II. - Le même article de la loi du 1^{er} juillet 1901 précitée est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les associations déclarées qui ont pour but exclusif l'assistance, la bienfaisance, la recherche scientifique ou médicale peuvent accepter les libéralités entre vifs ou testamentaires dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Lorsqu'une association donnera au produit d'une libéralité une affectation différente de celle en vue de laquelle elle aura été autorisée à l'accepter, l'acte d'autorisation pourra être rapporté par décret en Conseil d'Etat. »

III. - Les articles 35 et 38 de la loi du 14 janvier 1933 relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privés sont abrogés.

Article 17

I. - L'article 10 de la loi du 1^{er} juillet 1901 précitée est ainsi rédigé :

« Art. 10. - Les associations peuvent être reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat à l'issue d'une période probatoire de fonctionnement d'une durée au moins égale à trois ans.

« La reconnaissance d'utilité publique peut être retirée dans les mêmes formes.

« La période probatoire de fonctionnement n'est toutefois pas exigée si les ressources prévisibles sur un délai de trois ans de l'association demandant cette reconnaissance sont de nature à assurer son équilibre financier. »

II. - La dernière phrase du premier alinéa de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 précitée est ainsi rédigée : « Toutes les valeurs mobilières d'une association doivent être placées en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avances. »

Article 19-2

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

La fondation d'entreprise est créée pour une durée déterminée qui ne peut être inférieure à cinq ans. Aucun fondateur ne peut s'en retirer s'il n'a pas payé intégralement les sommes qu'il s'est engagé à verser. A l'expiration de cette période, les fondateurs ou certains d'entre eux seulement peuvent décider la prorogation de la fondation pour une durée au moins égale à cinq ans. Lors de la prorogation, les fondateurs s'engagent sur un nouveau programme d'action pluriannuel au sens de l'article 19-7 ci-dessous et complètent, si besoin est, la dotation définie à l'article 19-6. La prorogation est autorisée dans les formes prévues pour l'autorisation initiale.

Article 19-3

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

La fondation d'entreprise peut, sous réserve des dispositions de l'article 19-8, faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par ses statuts mais elle ne peut acquérir ou posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elle se propose. Toutes les valeurs mobilières doivent être placées en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garanties d'avances. Lorsque la fondation d'entreprise détient des actions des sociétés fondatrices ou de sociétés contrôlées par elles, la fondation ne peut exercer les droits de vote attachés à ces actions.

Article 19-4

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

La fondation d'entreprise est administrée par un conseil d'administration composé pour les deux tiers au plus des fondateurs ou de leurs représentants et de représentants du personnel, et pour un tiers au moins de personnalités qualifiées dans ses domaines d'intervention. Les personnalités sont choisies par les fondateurs ou leurs représentants et nommées lors de la première réunion constitutive du conseil d'administration.

Les statuts déterminent les conditions de nomination et de renouvellement des membres du conseil.

Les membres du conseil exercent leur fonction à titre gratuit.

Article 19-5

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

Le conseil d'administration prend toutes décisions dans l'intérêt de la fondation d'entreprise. Il décide des actions en justice, vote le budget, approuve les comptes ; il décide des emprunts.

Le président représente la fondation, en justice et dans les rapports avec les tiers.

Article 19-6

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

La dotation initiale minimale, dont le montant est déterminé dans des conditions fixées par voie réglementaire, est comprise entre le cinquième du montant minimal du programme d'action pluriannuel visé à l'article 19-7 et le cinquième du montant du programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise.

Article 19-7

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

Les statuts de la fondation d'entreprise comprennent un programme d'action pluriannuel dont le montant ne peut être inférieur à une somme fixée par voie réglementaire.

Les sommes correspondantes peuvent être versées en plusieurs fractions sur une période maximale de cinq ans.

Les sommes que chaque membre fondateur s'engage à verser sont garanties par une caution bancaire.

Article 18

La fondation est l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif.

Lorsque l'acte de fondation a pour but la création d'une personne morale, la fondation ne jouit de la capacité juridique qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat accordant la reconnaissance d'utilité publique. Elle acquiert alors le statut de fondation reconnue d'utilité publique.

La reconnaissance d'utilité publique peut être retirée dans les mêmes formes.

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 1^{er}-I.) « Lorsqu'une fondation reconnue d'utilité publique est créée à l'initiative d'une ou plusieurs sociétés commerciales ou d'un ou plusieurs établissements publics à caractère industriel et commercial, la raison sociale ou la dénomination d'au moins l'une ou l'un d'entre eux peut être utilisée pour la désignation de cette fondation. »

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 1^{er}-II.) « Les dispositions des trois premiers alinéas du II de l'article 5 de la présente loi sont étendues à toutes les fondations reconnues d'utilité publique. »

Article 18-1

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 2)

La dotation initiale d'une fondation reconnue d'utilité publique peut être versée en plusieurs fractions sur une période maximum de cinq ans à compter de la date de publication au *Journal officiel* du décret qui lui accorde la reconnaissance d'utilité publique. »

Article 18-2

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 3)

Un legs peut être fait au profit d'une fondation qui n'existe pas au jour de l'ouverture de la succession sous la condition qu'elle obtienne, après les formalités de constitution, la reconnaissance d'utilité publique.

La demande de reconnaissance d'utilité publique doit, à peine de nullité du legs, être déposée auprès de l'autorité administrative compétente dans l'année suivant l'ouverture de la succession.

Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 18, la personnalité morale de la fondation reconnue d'utilité publique rétroagit au jour de l'ouverture de la succession.

A défaut de désignation par le testateur des personnes chargées de constituer la fondation et d'en demander la reconnaissance d'utilité publique, il est procédé à ces formalités par une fondation reconnue d'utilité publique désignée par le représentant de l'Etat dans la région du lieu d'ouverture de la succession.

Pour l'accomplissement de ces formalités, les personnes mentionnées à l'alinéa précédent ont la saisine sur les meubles et immeubles légués. Elles disposent à leur égard d'un pouvoir d'administration à moins que le testateur ne leur ait conféré des pouvoirs plus étendus.

Article 19

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

Les sociétés civiles ou commerciales, les établissements publics à caractère industriel et commercial, les coopératives ou les mutuelles peuvent créer, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général, une personne morale, à but non lucratif, dénommée fondation d'entreprise. Lors de la constitution de la fondation d'entreprise, le ou les fondateurs apportent la dotation initiale mentionnée à l'article 19-6 et s'engagent à effectuer les versements mentionnés à l'article 19-7 de la présente loi.

Article 19-1

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

La fondation d'entreprise jouit de la capacité juridique à compter de la publication au *Journal officiel* de l'autorisation administrative qui lui confère ce statut.

Cette autorisation est réputée acquise à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande. Elle fait alors l'objet de la publication prévue à l'alinéa ci-dessus.

La fondation d'entreprise fait connaître à l'autorité administrative toute modification apportée à ses statuts ; ces modifications sont autorisées dans les mêmes formes que les statuts initiaux. Lorsque la modification des statuts a pour objet la majoration du programme d'action pluriannuel, la dotation doit être complétée conformément à l'article 19-6.

Article 19-8

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

Les ressources de la fondation d'entreprise comprennent :

- 1° Les versements des fondateurs à l'exception de la dotation initiale ;
- 2° Les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- 3° Le produit des rétributions pour services rendus ;
- 4° Les revenus de la dotation initiale et des ressources mentionnés aux 1°, 2° et 3° ci-dessus.

Sous peine de retrait de l'autorisation administrative prévue à l'article 19-1, la fondation d'entreprise ne peut faire appel à la générosité publique ; elle ne peut recevoir de dons ni de legs.

Article 19-9

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

Les fondations d'entreprise établissent chaque année un bilan, un compte de résultats et une annexe. Elles nomment au moins un commissaire aux comptes et un suppléant, choisis sur la liste mentionnée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par cette loi ; les dispositions de l'article 457 de la loi précitée leur sont applicables. Les peines prévues par l'article 439 de la même loi sont applicables au président et aux membres des conseils de fondations d'entreprise qui n'auront pas, chaque année, établi un bilan, un compte de résultat et une annexe. Les dispositions des articles 455 et 458 de la même loi leur sont également applicables.

Les fondations d'entreprise dont les ressources dépassent un seuil défini par voie réglementaire sont tenues d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement et un plan de financement. Ces documents sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la fondation d'entreprise, établis par le conseil d'administration ; ils sont communiqués au commissaire aux comptes. En cas de non-observation des dispositions du présent alinéa ou si les rapports qui lui sont adressés appellent des observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale au conseil d'administration par un rapport écrit.

Le commissaire aux comptes peut appeler l'attention du président ou des membres du conseil de la fondation d'entreprise sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'activité qu'il a relevé au cours de sa mission ; il peut demander au conseil d'administration d'en délibérer ; il assiste à la réunion ; en cas d'inobservation de ces dispositions ou si, en dépit des décisions prises, il constate que la continuité de l'activité reste compromise, le commissaire aux comptes établit un rapport spécial qu'il adresse à l'autorité administrative.

Article 19-10

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

L'autorité administrative s'assure de la régularité du fonctionnement de la fondation d'entreprise ; à cette fin, elle peut se faire communiquer tous documents et procéder à toutes investigations utiles.

La fondation d'entreprise adresse, chaque année, à l'autorité administrative un rapport d'activité auquel sont joints le rapport du commissaire aux comptes et les comptes annuels.

Article 19-11

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 4)

Lorsque la fondation est dissoute, soit par l'arrivée du terme, soit à l'amiable par le retrait de l'ensemble des fondateurs, sous réserve qu'ils aient intégralement payé les sommes qu'ils se sont engagés à verser, un liquidateur est nommé par le conseil d'administration. Si le conseil n'a pu procéder à cette nomination ou si la dissolution résulte du retrait de l'autorisation, le liquidateur est désigné par l'autorité judiciaire.

La nomination du liquidateur est publiée au *Journal officiel*.

Article 19-12

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 5)

En cas de dissolution d'une fondation d'entreprise, les ressources non employées et la dotation sont attribuées par le liquidateur à un ou plusieurs établissements publics ou reconnus d'utilité publique dont l'activité est analogue à celle de la fondation d'entreprise dissoute.

Article 19-13

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 5)

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application des articles 18 à 19-12 de la présente loi.

Article 20

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 6)

Seules les fondations reconnues d'utilité publique peuvent faire usage, dans leur intitulé, leurs statuts, contrats, documents ou publicité, de l'appellation de fondation. Toutefois, peut également être dénommée fondation l'affectation irrévocable, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif, de biens, droits ou ressources à une fondation reconnue d'utilité publique dont les statuts ont été approuvés à ce titre, dès lors que ces biens, droits ou ressources sont gérés directement par la fondation affectataire, et sans que soit créée à cette fin une personne morale distincte.

Seules les fondations d'entreprise répondant aux conditions prévues aux articles 19-1 à 19-10 de la présente loi peuvent faire usage, dans leur intitulé, leurs statuts, contrats, documents ou publicité, de l'appellation de fondation d'entreprise. Elle peut être accompagnée du ou des noms des fondateurs.

Les groupements constitués avant la publication de la présente loi, qui utilisent dans leur dénomination les termes de fondation ou de fondation d'entreprise, doivent se conformer à ses dispositions avant le 31 décembre 1991.

Les présidents, administrateurs ou directeurs des groupements qui enfreindront les dispositions du présent article seront punis d'une amende de 5 000 F à 15 000 F et, en cas de récidive, d'une amende de 10 000 F à 30 000 F.

Article 20-1

(Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990, art. 7)

Il est créé un Conseil national des fondations ayant pour mission :

- de rassembler et de diffuser des informations relatives aux fondations ;
- d'établir un rapport annuel à ce sujet ;
- de proposer aux pouvoirs publics des actions tendant au développement du mécénat des fondations.

La composition et les modalités de fonctionnement de ce conseil sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article 21

La seconde phrase de l'article unique de la loi n° 56-1205 du 29 novembre 1956 concernant le placement des capitaux de la dotation des associations reconnues d'utilité publique et régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et du fonds de réserve des fondations reconnues d'utilité publique est abrogée.

Article 22

Des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre deux ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé comportant au moins une personne morale de droit public pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités dans les domaines de la culture, de la jeunesse, de l'enseignement technologique et professionnel du second degré et de l'action sanitaire et sociale; ainsi que pour créer ou gérer ensemble des équipements ou des services d'intérêt commun nécessaires à ces activités.

Les dispositions de l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France sont applicables à ces groupements d'intérêt public.

Article 23

Lorsque la valeur d'un legs fait à l'Etat et portant sur un bien qui présente un intérêt pour le patrimoine historique, artistique ou culturel de la nation excède la quotité disponible, l'Etat peut, quel que soit cet excédent, réclamer en totalité le bien légué, sauf à récompenser préalablement les héritiers en argent.

Article 24

L'article 37 de la loi du 31 décembre 1921 portant fixation du budget général de l'exercice 1922 est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

« L'Etat pourra également exercer ce droit à la demande et pour le compte des collectivités territoriales. »

Article 25

I. - En raison de la destruction partielle, le 28 février 1987, de la documentation de la recette-conservation des hypothèques de Bastia, la responsabilité du conservateur des hypothèques, résultant des articles 2196 à 2199 du code civil, est limitée à l'exploitation et à la reproduction des informations telles qu'elles figurent dans la documentation subsistante ou reçue postérieurement au constat établi par ordonnance sur requête du président du tribunal de grande instance de Bastia.

Les actes et pièces exigés pour la reconstitution de la documentation hypothécaire sont dispensés de tous droits, taxes et salaires.

II. - Un décret détermine, au vu du constat mentionné au paragraphe I, le cadre, les limites et le délai de rétablissement de la documentation hypothécaire.

A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la publication du décret précité, les inscriptions, saisies et mentions en marge dont le rétablissement est prévu sont réputées périmées.

III. - Par dérogation aux articles L. 256 et L. 275 du livre des procédures fiscales et à la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, le paiement des créances fiscales et domaniales mises en recouvrement à la recette divisionnaire des impôts de Bastia et non acquittées à la date du 28 février 1987 peut être poursuivi en vertu d'un avis de mise en recouvrement qui comporte la nature et le montant des sommes restant dues.

Ces avis se substituent à ceux précédemment notifiés.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Art. 6. - Le préfet adresse copie de sa décision accordant l'autorisation au ministre de l'intérieur.

A défaut de décision dans le délai de quatre mois prévu au deuxième alinéa de l'article 19-1 de la loi du 23 juillet 1987 précitée, le ou les fondateurs adressent au ministre de l'intérieur le récépissé mentionné à l'article 4.

Le ministre de l'intérieur assure, aux frais de la fondation d'entreprise, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la décision ou du récépissé, la publication au *Journal officiel* de l'autorisation de la fondation comportant les mentions suivantes :

1° La date de l'autorisation expresse de la fondation d'entreprise avec l'indication du préfet qui l'a délivrée ou la date à laquelle est réputée acquise l'autorisation tacite mentionnée au deuxième alinéa de l'article 19-1 de la loi du 4 juillet 1987 précitée avec indication du préfet auprès duquel elle a été sollicitée ;

2° La dénomination et le siège de la fondation d'entreprise ;

3° L'objet de la fondation d'entreprise ;

4° La durée pour laquelle la fondation d'entreprise a été constituée ;

5° Les montants de la dotation et du programme pluriannuel ;

6° La dénomination et le siège de chacun des fondateurs.

Art. 7. - Le montant du programme d'action pluriannuel mentionné à l'article 19-7 de la loi du 23 juillet 1987 précitée ne peut être inférieur à 1 000 000 F.

La dotation initiale minimale mentionnée à l'article 19-6 de la loi du 23 juillet 1987 précitée est fixée :

1° A 200 000 F si le montant défini à l'alinéa précédent est inférieur à 2 000 000 F ;

2° A 350 000 F si ce montant est compris entre 2 000 000 et 3 000 000 F ;

3° A 500 000 F si ce montant est compris entre 3 000 000 et 4 000 000 F ;

4° A 650 000 F si ce montant est compris entre 4 000 000 et 5 000 000 F ;

5° A 800 000 F si ce montant dépasse 5 000 000 F.

Art. 8. - Le seuil des ressources annuelles des fondations d'entreprise au-delà duquel elles sont tenues d'établir les documents comptables mentionnés au deuxième alinéa de l'article 19-9 de la loi du 23 juillet 1987 précitée est fixé à 4 000 000 F.

Art. 9. - La fondation d'entreprise est tenue de faire connaître dans les trois mois à l'autorité administrative mentionnée à l'article 1^{er} tous les changements survenus dans son administration ou sa direction.

Art. 10. - L'autorisation de modification des statuts prévue par le troisième alinéa de l'article 19-1 de la loi du 23 juillet 1987 précitée est demandée au préfet par le président du conseil d'administration de la fondation d'entreprise.

La demande mentionne chacune des modifications statutaires sollicitées. Elle est accompagnée d'un exemplaire des statuts en vigueur et des statuts proposés, des extraits des délibérations du conseil d'administration portant modification des statuts, des attestations bancaires certifiant le versement par les fondateurs des sommes qu'ils se sont engagés à payer avant la date de la demande, de la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des membres du conseil d'administration en fonctions à la date de la demande et des administrateurs dont le mandat a pris fin.

Art. 11. - Le ou les fondateurs qui sollicitent l'autorisation de prorogation prévue par l'article 19-2 de la loi du 23 juillet 1987 précitée doivent présenter au préfet une demande qui contient, outre les mentions et les documents prévus à l'article 10, les engagements des fondateurs à verser les sommes finançant le programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise, le contrat de caution prévu à l'article 19-7 de la loi du 23 juillet 1987 précitée et la liste, d'une part, des fondateurs décidant ou renouvelant leur engagement, d'autre part, de ceux qui se retirent de la fondation, avec indication de leurs raisons sociales ou dénominations et leurs sièges.

Décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations

NOR : INTA9100400D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement,

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, modifiée par la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

TITRE I^{er}

**MODALITÉS DE CRÉATION ET DE FONCTIONNEMENT
DES FONDATIONS D'ENTREPRISE**

Art. 1^{er}. - L'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation prévue à l'article 19-1 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 susvisée et pour s'assurer de la régularité du fonctionnement de la fondation d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 19-10 de cette loi, est le préfet du département du siège de la fondation d'entreprise et, à Paris, le préfet de Paris.

Art. 2. - La demande présentée par le ou les fondateurs en vue d'obtenir l'autorisation administrative prévue à l'article 19-1 de la loi du 23 juillet 1987 précitée mentionne la dénomination de la fondation d'entreprise, son siège et sa durée, les noms, prénoms, professions, domiciles et nationalités des représentants du ou des fondateurs appelés à siéger au conseil d'administration ainsi que les raisons sociales, les dénominations, les sièges et les activités du ou des fondateurs.

Sont joints à la demande d'autorisation le projet de statuts de la fondation d'entreprise, l'acte par lequel le ou les fondateurs s'engagent à apporter les éléments constitutifs de la dotation et le contrat de caution mentionné à l'article 19-7 de la loi du 23 juillet 1987 précitée.

Art. 3. - Les statuts comportent l'indication du montant de la dotation initiale et des sommes que les fondateurs s'engagent à verser et qui correspondent au programme d'action pluriannuel mentionné à l'article 19-7 de la loi du 23 juillet 1987 précitée, ainsi que leur calendrier de versement.

Art. 4. - Dans les cinq jours qui suivent le dépôt de la demande, le préfet délivre un récépissé qui mentionne la date de ce dépôt.

Art. 5. - Les fonds apportés au titre de la dotation initiale sont consignés entre les mains d'un tiers jusqu'à ce que la fondation jouisse de la capacité juridique.

Art. 12. - Les dispositions des articles 4 à 6 sont applicables en cas de demande de modification des statuts ou de prorogation de la fondation d'entreprise.

Toutefois, les mentions insérées au *Journal officiel* sont alors les suivantes :

1° Les dates de l'autorisation de la fondation d'entreprise et de l'autorisation de la modification des statuts ou de l'autorisation de prorogation, avec indication des préfets qui les ont délivrées ou, dans le cas d'autorisation tacite, auprès desquels elles ont été sollicitées ;

2° La dénomination de la fondation d'entreprise et, le cas échéant, son ancienne dénomination ;

3° Le siège de la fondation d'entreprise et, s'il y a lieu, de son siège précédent ;

4° L'objet de la fondation d'entreprise et, le cas échéant, son objet précédent ;

5° En cas de prorogation de la fondation d'entreprise prévue à l'article 19-2 de la loi du 23 juillet 1987 précitée, la durée pour laquelle est prorogée la fondation d'entreprise, les montants de la dotation et du programme d'action pluriannuel et les montants précédents, les raisons sociales ou dénominations et sièges des fondateurs qui décident ou renouvellent leur engagement et de ceux qui se retirent.

Art. 13. - Toute personne a droit de prendre communication, sans déplacement au secrétariat de la préfecture, des statuts de la fondation d'entreprise et peut s'en faire délivrer, à ses frais, copie ou extrait.

Art. 14. - Le retrait de l'autorisation fait l'objet d'une notification par le préfet au président de la fondation d'entreprise et d'une publication au *Journal officiel* à l'initiative du ministre de l'intérieur.

Art. 15. - Lorsque la fondation est dissoute et si le conseil d'administration n'a pu procéder à la nomination du liquidateur prévu par l'article 19-11 de la loi du 23 juillet 1987 précitée ou si la dissolution résulte du retrait de l'autorisation, le liquidateur est désigné par le tribunal de grande instance du siège de la fondation, à la requête de tout intéressé ou à la diligence du ministère public.

Art. 16. - Hors le cas de retrait de l'autorisation administrative, la dissolution de la fondation d'entreprise est publiée au *Journal officiel* à l'initiative du président de la fondation, après accord du conseil d'administration ou, à défaut, du liquidateur prévu par l'article 19-11 de la loi du 23 juillet 1987 précitée.

Art. 17. - Dans tous les cas, la publication de la dissolution est effectuée aux frais de la fondation d'entreprise. Elle comporte les informations énumérées à l'article 6 et mentionne la date de l'acte ayant entraîné la dissolution, le nom et l'adresse du liquidateur, le montant et la composition de l'actif net ainsi que la dénomination et le siège de l'établissement attributaire des ressources non employées et de la dotation de la fondation.

TITRE II

COMPOSITION ET MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DES FONDATIONS

Art. 18. - Le Conseil national des fondations prévu à l'article 20-1 de la loi du 23 juillet 1987 précitée est placé auprès du Premier ministre ; il comprend vingt-sept membres :

1. Un député désigné par l'Assemblée nationale et un sénateur désigné par le Sénat ;

2. Un conseiller d'Etat et un conseiller maître à la Cour des comptes désignés par les chefs de ces juridictions ;

3. Un conseiller ou un avocat général à la Cour de cassation désigné par l'assemblée générale de la Cour de cassation sur proposition du bureau de la cour ;

4. Neuf représentants des ministres suivants désignés respectivement par chacun de ces ministres :

- le ministre chargé de l'éducation nationale ;
- le ministre chargé de l'économie, des finances et du budget ;
- le garde des sceaux, ministre de la justice ;
- le ministre de l'intérieur ;
- le ministre chargé de la culture ;
- le ministre chargé des affaires sociales ;
- le ministre chargé de la recherche ;
- le ministre chargé de la jeunesse et des sports ;
- le ministre chargé de l'environnement ;

5. Treize personnalités qualifiées nommées par le Premier ministre à savoir :

a) Huit personnalités qualifiées en raison de leurs activités au sein des fondations ;

b) Quatre personnalités qualifiées en matière de droit ou d'économie des fondations ;

c) Un représentant du Conseil national de la vie associative.

Art. 19. - Les membres du Conseil national des fondations sont nommés pour une durée de trois ans ; leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, de démission ou d'impossibilité d'assurer leur fonction en cours de mandat, les membres du Conseil national des fondations sont remplacés selon les mêmes modalités, pour la durée de leur mandat restant à courir.

Art. 20. - Le Conseil national des fondations élit parmi ses membres, pour une durée de trois ans, un président et deux vice-présidents.

Le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. 21. - Le Conseil national des fondations se réunit au moins deux fois par an, sur convocation de son président ou à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Toute personne qualifiée peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du Conseil national des fondations.

Art. 22. - Les fonctions de membre du Conseil national des fondations sont gratuites. Il peut toutefois être alloué des indemnités correspondant aux frais de déplacement et de séjour effectivement supportés à l'occasion des réunions du conseil, dans les conditions prévues par le décret du 28 mai 1990 susvisé.

Art. 23. - Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le ministre de la recherche et de la technologie, le ministre de la jeunesse et des sports, le ministre de l'environnement et le ministre délégué au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

STATUTS de la fondation d'entreprise

MENTIONS devant y figurer

TITRE : le titre doit comporter le terme "fondation d'entreprise".
(cf. article 20 alinéa 2 de la loi de 1987)

DUREE : la fondation d'entreprise doit être créée pour une durée qui ne peut être inférieure à 5 ans.
(cf. article 19-2 de la loi de 1987)

CONSEIL D'ADMINISTRATION : (cf. articles 19-3, 19-4 et 19-5 de la loi de 1987)

- La composition est la suivante :

- . 2/3 au plus des fondateurs ou de leurs représentants et de représentants du personnel,
- . 1/3 au moins de personnalités qualifiées dans les domaines d'intervention de la fondation d'entreprise.
Ces personnalités sont choisies par les fondateurs ou leurs représentants.
Elles sont nommées lors de la première réunion constitutive du conseil d'administration.

- La nomination et le renouvellement des membres sont déterminés par les statuts.

- Les membres du conseil exercent leur fonction à titre gratuit.

- Les attributions :

- . prendre toutes les décisions dans l'intérêt de la fondation d'entreprise,
- . décider des actions en justice,
- . voter le budget,
- . approuver les comptes,
- . décider des emprunts.

PRESIDENT : (cf. article 19-5 de la loi de 1987)

Il représente la fondation en justice et dans les rapports avec les tiers.

DOTATION INITIALE ET PROGRAMME D'ACTION PLURIANNUEL : (cf. articles 19-2, 19-6 et 19-7 de la loi de 1987 et article 3 du décret de 1991)

- . le montant de la dotation initiale,
- . le montant des sommes que les fondateurs s'engagent à verser en titre du programme d'action pluriannuel,
- . le calendrier des versements de ces sommes.

NB - Aucune fondateur ne peut se retirer s'il n'a pas payé intégralement les sommes qu'il s'est engagé à verser.

RESSOURCES : (cf. articles 19-3 et 19-8 de la loi de 1987)

comprennent :

- 1° - les versements des fondateurs à l'exception de la dotation initiale,
- 2° - des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- 3° - le produit des rétributions pour services rendus,
- 4° - les revenus de la dotation initiale et des ressources mentionnées aux 1°, 2° et 3° ci-dessus.

ne peuvent comprendre :

- 1° - les appels à la générosité publique,
- 2° - la possibilité de recevoir des dons ou des legs,
- 3° - les revenus d'immeubles de rapport.

PLACEMENT DE LA DOTATION : (article 19-3 de la loi de 1987)

La dotation initiale peut comprendre, en tout ou partie, le ou les immeubles nécessaires au but que se propose de poursuivre la fondation d'entreprise.

La totalité ou le reliquat de la dotation initiale doit être placé en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avances.

Si la fondation d'entreprise détient des actions des sociétés fondatrices ou des sociétés contrôlées par elles, elle ne peut exercer les droits de vote attachés à ces actions.

DOCUMENTS FINANCIERS : (cf. articles 19-9 et 19-10 de la loi de 1987 et article 8 du décret de 1991)

- Etablissement d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe.

- Si les ressources annuelles sont supérieures à 4 millions de francs, ces documents sont complétés par :
 - . une situation de l'actif réalisable et disponible, et du passif exigible,
 - . un compte de résultat prévisionnel,
 - . un tableau de financement,
 - . un plan de financement.
- communication au préfet, chaque année, d'un rapport d'activité, du rapport du commissaire aux comptes et des comptes annuels.

COMMISSAIRE AUX COMPTES : (cf. article 19-9 de la loi de 1987)

- nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant, dans les conditions définies par l'article 19-9 de la loi.

DISSOLUTION : (cf. articles 19-11 et 19-12 de la loi de 1987)

- nomination d'un liquidateur,
- dévolution des ressources non employées et de la dotation au profit d'un ou plusieurs établissements publics ou reconnus d'utilité publique dont l'activité est analogue.

ANNEXE 4

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

R E C E P I S S E

de demande d'autorisation administrative
de création d'une fondation d'entreprise.

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations ;

Le préfet de
certifie avoir reçu le
de M.-----

demeurant à -----

une demande datée du ----- et relative à l'autorisation administrative
de création d'une fondation d'entreprise

- portant la dénomination -----

- dont le siège est fixé -----

- qui a pour objet de -----

- qui est constituée pour une durée de -----

- dont le montant de la dotation initiale est de -----

et celui du programme d'action pluriannuel de ----- francs,

- et qui a pour fondateurs les personnes morales dont la dénomination et le siège sont :

1 - -----

2 - -----

3 - -----

etc...

A l'appui de la demande sont joints :

- le projet de statuts de la fondation d'entreprise,
- l'acte par lequel le (ou les) fondateur(s) s'engagent à apporter les éléments constitutifs de la dotation initiale,
- le contrat de caution bancaire garantissant les sommes que le (ou chaque) membre fondateur s'engage à verser pour le programme d'action pluriannuel.

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt de la demande et des pièces annexées sans préjuger en quoi que ce soit la légalité de la fondation d'entreprise.

Fait à -----
le -----

Le préfet de

ANNEXE 5

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E du

portant rejet de la demande de création
d'une fondation d'entreprise.

Le préfet de ----- ;

Sur le rapport du secrétaire général de la préfecture ;

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu la demande déposée à la préfecture le ----- par M.-----
----- demeurant à ----- en
vue d'obtenir l'autorisation administrative de création de la fondation
d'entreprise portant la dénomination "-----"
dont le siège serait ----- ;

Vu le récépissé de dépôt de cette demande, délivré le ----- ;

(1) Considérant que ladite demande

- ne comporte pas l'une (ou les) mention(s) indiquée(s) à l'article 2 du décret susvisé ;
- ne comporte pas - le projet de statuts,
 - l'acte d'engagement d'apport des éléments constitutifs de la dotation initiale,
 - le contrat de caution bancaire,

(1) Pour justifier le rejet de la demande, se référer au paragraphe I 4 de la circulaire qui énumère les mentions et les pièces à fournir pour que le dossier soit complet.

A R R E T E :

Article 1er - La demande de création de la fondation d'entreprise dénommée "-----" dont le siège aurait été fixé -----, est rejetée.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une notification à M. -----(2).

Fait à -----
le -----

le préfet de -----

(2) la modification de l'arrêté sera faite à la personne qui a fait la demande de création de la fondation d'entreprise.

ANNEXE 6

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E du

**portant refus d'autorisation administrative
de création d'une fondation d'entreprise.**

Le préfet de ----- ;

Sur le rapport du secrétaire général de la préfecture ;

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu le récépissé de demande d'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dénommée -----
dont le siège serait fixé -----
----- ;

Vu la demande datée du ----- présentée par M. -----
-----, demeurant à ----- ;

Vu le projet de statuts de la fondation d'entreprise ;

Vu l'acte par lequel le (ou chaque) membre fondateur s'est engagé à apporter les éléments constitutifs de la dotation initiale ;

Vu le contrat de caution bancaire garantissant les sommes que le (ou chaque membre) fondateur s'est engagé à verser pour le programme d'action pluriannuel ;

Considérant que (1) -----

(1) Expliciter le ou les motifs justifiant votre décision de refus d'autorisation administrative, en fonction du ou des articles de la loi ou (et) du décret qui n'aurai(en)t pas été respecté(s).

A R R E T E :

Article 1er - Est refusée l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dénommée "-----" dont le siège aurait été fixé -----.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une notification à M. -----
----- (2).

Fait à -----
le -----

le préfet de -----

(2) La notification de l'arrêté sera faite à la personne qui a fait la demande de création de la fondation d'entreprise.

ANNEXE 7

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E du

**portant autorisation administrative
de création d'une fondation d'entreprise.**

Le préfet de ;

Sur le rapport du secrétaire général de la préfecture ;

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat, notamment ses articles 19, 19-1 à 19-9 ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations, notamment ses articles 1 à 8 ;

Vu la demande déposée à la préfecture le ----- par M. -----
----- demeurant à ----- en vue
d'obtenir l'autorisation administrative de création de la fondation
d'entreprise portant la dénomination "-----" dont
le siège serait -----
----- ;

Vu le récépissé de dépôt de cette demande, délivré le ----- ;

Vu le projet de statuts de la fondation d'entreprise ;

Vu l'acte par lequel le (ou chaque) membre fondateur s'engage à apporter les éléments constitutifs de la dotation initiale ;

Vu le contrat de caution bancaire garantissant les sommes que le (ou chaque) membre fondateur s'engage à verser pour le programme d'action pluriannuel ;

Vu les autres pièces du dossier ;

A R R E T E :

Article 1er - Est accordée l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dénommée "-----" dont le siège est ----- et qui est régie par les statuts annexés au présent arrêté.

Article 2 - L'autorisation administrative accordée à l'article 1er du présent arrêté sera publiée au Journal officiel de la République française dans les conditions définies à l'article 6 du décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 susvisé.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à -----
le -----

Le préfet de -----

ANNEXE 8

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

R E C E P I S S E

de déclaration de changements survenus
dans l'administration et (ou) la direction
d'une fondation d'entreprise.

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations, notamment son article 9 ;

Le préfet de ----- certifie avoir reçu le ----
----- de M. ----- président du
conseil d'administration de la fondation d'entreprise portant la dénomination
de -----
et dont le siège est fixé -----

une déclaration datée du ----- faisant connaître les
changements survenus

- dans la composition du bureau
- dans l'identité des membres du conseil d'administration qui
représentent le personnel ou qui sont des personnalités qualifiées.

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt des
changements survenus dans l'administration et (ou) la direction de la fondation
d'entreprise sans préjuger en quoi que ce soit sa légalité.

Fait à -----
le -----

Le préfet de -----

ANNEXE 9

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

R E C E P I S S E

de demande de modification des statuts
d'une fondation d'entreprise.

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations ;

Le préfet de
certifie avoir reçu le
de M. -----

président du conseil d'administration de la fondation d'entreprise portant la dénomination de -----

et dont le siège est fixé -----

une demande datée du -----, relative à la modification des statuts dudit établissement et portant mention de chacun des amendements sollicités.

A l'appui de cette demande sont joints :

- un exemplaire des statuts en vigueur,
- un exemplaire des statuts proposés,
- les extraits des délibérations du conseil d'administration portant modification des statuts,
- les attestations bancaires certifiant le versement par le (ou les) fondateurs(s) des sommes qu'il(s) s'est (ou se sont) engagé(s) à payer avant la date de la demande.
- la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des membres du conseil d'administration en fonction à la date de la demande,
- la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs dont le mandat a pris fin.

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt des modifications apportées aux statuts de la fondation d'entreprise sans préjuger en quoi que ce soit sa légalité.

Fait à -----
le -----

Le préfet de -----

ANNEXE 10

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E du

**portant autorisation de la modification
des statuts d'une fondation d'entreprise.**

Le préfet de ----- ;

Sur le rapport du secrétaire général de la préfecture ;

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat, notamment son article 19-1 ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations, notamment ses articles 10 et 12 ;

(1) Vu l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dite "-----" dont le siège est -----, délivrée le ----- par le préfet de ----- et qui a été publiée au Journal officiel de la République française du ----- ;

(1) Vu l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dite "-----" dont le siège est -----, qui a été sollicitée le ----- auprès du préfet de ----- et qui a été publiée au Journal officiel de la République française du ----- ;

Vu la demande présentée, le ----- par le président du conseil d'administration de la fondation d'entreprise ;

Vu, en date des -----, les extraits des délibérations du conseil d'administration de la fondation d'entreprise portant modification de ses statuts ;

Vu les attestations bancaires certifiant le versement par le (ou chaque) membre fondateur des sommes qu'il s'est engagé à payer avant la date de la demande ;

Vu la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des membres du conseil d'administration en fonction à la date de la demande et des administrateurs dont le mandat a pris fin ;

Vu la majoration apportée au programme d'action pluriannuel et la modification consécutive de la dotation initiale ; (2)

Vu les statuts en vigueur ;

Vu les statuts proposés ;

Vu les autres pièces du dossier ;

A R R E T E :

Article 1er - La fondation d'entreprise dite "-----
-----" dont le siège est à ----- et
et dont l'autorisation administrative a été publiée le ----- au
Journal officiel de la République française, est désormais régie par les
statuts annexés au présent arrêté.

Article 2 - La modification des statuts de la fondation d'entreprise
autorisée en vertu des dispositions de l'article 1er du présent arrêté sera
publiée au Journal officiel de la République française dans les conditions des
articles 6, alinéa 3 et 12 du décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de
l'exécution du présent arrêté.

Fait à -----
le -----

Le préfet de -----

- (1) Opter pour l'un ou l'autre visa, selon le cas.
(2) Ce visa sera à ajouter en tant que de besoin.

ANNEXE 11

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

R E C E P I S S E

de demande d'autorisation administrative
de prorogation d'une fondation d'entreprise.

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations ;

Le préfet de ----- certifie avoir
reçu le ----- de M. -----

demeurant à -----

une demande datée du ----- et relative à l'autorisation
administrative de prorogation de la fondation d'entreprise

- portant la dénomination -----

et qui prend la dénomination -----

- dont le siège est fixé -----

et qui sera désormais fixé -----

- dont l'autorisation administrative de création

(1) . a été délivré le -----
par le préfet de -----

(1) . a été sollicitée le -----
auprès du préfet de -----

- qui a pour objet -----

et qui aura désormais pour objet -----

(1) rayer l'une des deux mentions, suivant le cas.

- qui est constituée pour une durée de -----
- dont le montant de la dotation initiale était de -----

et sera désormais de -----

et celui du programme d'action pluriannuel était de -----
francs et sera désormais de ----- francs
- dont les fondateurs qui décident ou renouvellent leurs engagements ont les
raisons sociales ou les dénominations et sièges suivants :

1 - -----

2 - -----

3 - -----

etc ...

La demande, qui mentionne chacune des modifications statutaires sollicitées,
est accompagnée des documents suivants :

- un exemplaire des statuts en vigueur,
- un exemplaire des statuts proposés,
- les extraits des délibérations du conseil d'administration portant
modification des statuts,
- les attestations bancaires certifiant le versement par le (ou les)
fondateur(s) des sommes qu'il(s) s'est (ou se sont) engagé(s) à
payer avant la date de la demande,
- la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des membres du
conseil d'administration en fonction à la date de la demande,
- la liste des noms, prénoms, professions et domiciles des
administrateurs dont le mandat a pris fin,
- les engagements du ou des fondateurs à verser les sommes finançant
le programme d'action pluriannuel de la fondation d'entreprise,
- le contrat de caution bancaire garantissant les sommes que le (ou
chaque) membre fondateur s'engage à verser pour le programme
d'action pluriannuel,
- la liste des fondateurs décidant ou renouvelant leur engagement,
avec indication de leurs raisons sociales ou dénominations et de
leurs sièges,
- la liste des fondateurs qui se retirent, avec indication de leurs
raisons sociales ou dénominations et de leurs sièges.

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt de la demande et des pièces annexées sans préjuger en quoi que ce soit la légalité de la fondation d'entreprise.

Fait à -----
le -----

Le préfet de -----

ANNEXE 12

Préfecture de

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E du

portant retrait de l'autorisation administrative
de création d'une fondation d'entreprise.

Le préfet de ----- ;

Sur le rapport du secrétaire général de la préfecture ;

Vu la loi , notamment ses articles 19-11 et 19-12 ;

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991, notamment ses articles 14, 15 et 17 ;

Vu l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dénommée "-----" dont le siège est fixé -----

(1) délivrée le ----- par le préfet de -----
----- et qui a été publiée au Journal officiel de la République française du ----- ;

(1) qui a été sollicitée le ----- auprès du préfet de ----- et qui a été publiée au Journal officiel de la République française du ----- ;

Vu les statuts de la fondtion d'entreprise, modifiés en dernier lieu par arrêté du ----- (2) ;

Vu l'acte par lequel le (ou chaque) membre, fondateur s'est engagé à apporter les éléments constitutifs de la dotation initiale ;

Vu le contrat de caution bancaire garantissant les sommes que le (ou chaque) membre fondateur s'est engagé à verser pour le programme d'action pluriannuel ;

Vu le bilan, le compte de résultat et l'annexe de la fondation d'entreprise ;

(1) Opter pour l'un ou l'autre visa, selon le cas d'autorisation expresse ou tacite de création de la fondation d'entreprise.

(2) Faire référence, en tant que de besoin, à la modification statutaire.

Vu le seuil des ressources annuelles de la fondation d'entreprise au-delà duquel elle est tenue d'établir les documents comptables mentionnés au 2ème alinéa de l'article 19-9 de la loi du 23 juillet 1987 précitée ; (3)

Vu le rapport spécial établi le ----- par le commissaire aux comptes ; (4)

Considérant que (5) -----

A R R E T E :

Article 1er - Est retirée l'autorisation administrative de création de la fondation d'entreprise dénommée "-----" dont le siège est fixé -----, qui a été délivrée le ----- par le préfet de ----- (ou qui a été sollicitée le -----) auprès du préfet de ----- et qui a été publiée au Journal officiel de la République française le ----- ;

Article 2 - M. -----, liquidateur désigné par le tribunal de grande instance du siège de la fondation d'entreprise a attribué les ressources non employées et la dotation de celle-ci à (6) -----.

Article 3 - Le retrait de l'autorisation intervenu en application des dispositions de l'article 1er du présent arrêté sera notifié au président de la fondation d'entreprise et sera publié au Journal officiel de la République française dans les conditions définies à l'article 19-11 de la loi du 23 juillet 1987 susvisées et aux articles 1er et 17 du décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à -----
le -----

Le préfet de -----

(3) Visa à ajouter en tant que de besoin.

(4) Visa à citer, en cas d'application de l'article 19-9 alinéa 3 de la loi du 23 juillet 1987 modifiée.

(5) Expliciter le ou les motifs justifiant votre décision de retrait de l'autorisation administrative, en fonction du ou des articles de la loi ou (et) du décret qui n'aurai(ent) pas été respecté(s).

(6) Indiquer le nom et le siège du ou des établissements publics ou reconnus d'utilité publique auxquels a été attribué l'actif net de la fondation d'entreprise.